



MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître d'Ouvrage

Commune de Beaulieu-lès-Loches

Objet du marché

Maîtrise d'œuvre pour la restauration du clocher de l'église abbatiale

Marché de Maîtrise d'Œuvre passé en application des article 35 et 74 du Code des marchés publics (CMP)

Date de remise des offres

6 octobre 2011 à 12h

Sommaire

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales	p.2
Article 2 : Pièces constitutives du marché – documents contractuels	p.3
Article 3 : Engagement au respect du coût prévisionnel des travaux	p.3
Article 4 : Engagement au respect du montant des marchés de travaux	p.3
Article 5 : Modification du programme	p.4
Article 6 : Acceptation des documents d'étude d'avant projet et de projet	p.4
Article 7 : Pénalités	p.4
Article 8 : Achèvement de la mission de Maître d'œuvre	p.5
Article 9 : Règlement des comptes	p.5
Article 10 : Utilisation des résultats d'études	p.7
Article 11 : Assurances	p.8
Articles 12 : Clauses diverses	p.8

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES :

1-1 : Objet du marché :

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet un ensemble de prestations intellectuelles (études et contrôle des travaux) nécessaires à l'exercice du rôle de Maître d'œuvre pour la restauration du clocher de l'église abbatiale.

1-2 : Titulaire du marché :

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom « Maître d'Œuvre » sont précisées dans l'Acte d'Engagement.

1-3 : Sous-traitance :

Le Maître d'Œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

1-4 : Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :

La mission de Maîtrise d'Œuvre est relative à des ouvrages de bâtiment (sections 1 du décret n° 93.1268 et annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993).

1-5 : Contenu des éléments de mission :

Les éléments de mission sont confiés au Maître d'Œuvre (décret n° 93.1268 du 29 novembre 1993 sur l'application de la loi MOP et l'arrêté du 21 décembre 1993) :

- Etude d'avant projet sommaire (APS)
- Etude d'avant projet définitif (APD)
- Etude de projet (PRO)
- Assistance contrôle travaux (ACT)
- Visa des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution du (ou des) contrat(s) de travaux (DET)
- Assistance (au Maître d'Ouvrage) pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Il est précisé que ne sont pas compris dans les éléments ci-dessus mentionnés, les éléments de mission complémentaires d'assistance, notamment :

- La liste des éléments indiqués par l'article 9 de l'annexe III de l'arrêté du 21 décembre 1993
- La reproduction et l'expédition des dossiers de consultation des entrepreneurs (voir article 12.5 du présent CCAP).

1-6 : Mode d'attribution du marché :

Le marché sera attribué selon la procédure définie par l'article 35 du Code des Marchés Publics

1-7 : Tranches et lots :

Les missions confiées au Maître d'Œuvre sont réparties en deux tranches :

<u>Tranche ferme</u> :	APS	Etude d'avant projet sommaire
	APD	Etude d'avant projet définitif
<u>Tranche conditionnelle</u> : (Travaux de restauration)	PRO	Etude de projet
	ACT	Assistance contrat de travaux
	VISA	Visa des études d'exécution
	DET	Direction des travaux
	AOR	Assistance lors des opérations de réception

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ – DOCUMENTS CONTRACTUELS :

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (AE)
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
3. Le programme des travaux
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG-PI)
5. Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT AU RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX :

Le coût prévisionnel des travaux a été fixé à 1 300 000 € HT par le Maître d'Ouvrage. Ce coût sera ajusté à l'issue de la mission d'avant projet par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre s'engage à ce que soit respecté le coût prévisionnel des travaux.

Si le coût enregistré à l'issue de la consultation des entrepreneurs est supérieur au coût prévisionnel des travaux majorés de 10%, le Maître d'Ouvrage pourra demander au Maître d'œuvre d'adapter ses études sans rémunération complémentaire.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT AU RESPECT DU MONTANT DES MARCHES DE TRAVAUX :

La mission du Maître d'œuvre en tranche conditionnelle comportant la direction des marchés de travaux et l'assistance au Maître de l'Ouvrage lors des opérations de réception, le Maître d'œuvre s'engage à ce que soit respecté le montant global des marchés passés par le Maître d'Ouvrage avec les entreprises attributaires des travaux.

Si le coût constaté global résultant de la somme des décomptes finaux des marchés de travaux « entreprises » hors révision ou actualisation éventuelle, est supérieur à la somme des montants des marchés de travaux majorés de 10%, il sera appliqué une réduction de la rémunération du Maître d'œuvre sur les éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Cette réduction sera de :

- 5% pour un dépassement du seuil de tolérance entre 10% et 20% du montant global des marchés de travaux,
- 10% pour dépassement du seuil de tolérance compris entre 20% et 40% du montant global des marchés de travaux,
- 15% pour dépassement du seuil de tolérance supérieur ou égal à 41% du montant global des marchés de travaux.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE PROGRAMME :

En cas de modification de programme ou de prestation décidée par le Maître d'Ouvrage, le marché de Maîtrise d'Œuvre fera l'objet d'un avenant qui arrêtera le programme modifié et le taux de rémunération correspondant.

La rémunération du Maître d'œuvre sera adaptée en fonction de ce nouveau programme.

ARTICLE 6 : ACCEPTATION DES RESULTATS DES ETUDES D'AVANT PROJET ET DU PROJET :

Les délais maximaux dans lesquels le Maître d'Ouvrage devra accepter ou refuser les documents à fournir à l'issue des études d'avant projet (en tranche ferme) et du projet (tranche conditionnelle) sont fixés à trente (30) jours à compter de la date de réception par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 7 : PENALITES :

- 7-1 :** Le délai pour réaliser la tranche ferme est fixé à **six (6) mois**. En cas de retard imputable au Maître d'Œuvre, ce dernier subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à un cinq centième ($1/500^{\text{ème}}$) du montant de la tranche ferme prévu au marché.
- 7-2 :** Le délai pour réaliser la tranche conditionnelle sera fixé par ordre de service après accord du Maître d'Œuvre. En cas de retard imputable au Maître d'Œuvre, ce dernier subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à un cinq centième ($1/500^{\text{ème}}$) du montant de la tranche conditionnelle prévu au marché.
- 7-3 :** En cas de non respect de la clause cession des droits d'exploitation, le titulaire encourra une pénalité équivalente au préjudice subi par le Maître d'Ouvrage majoré de 20%.
- 7-4 :** Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre devra procéder à la vérification des décomptes mensuels des travaux qui lui seront remis par l'Entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. Après vérification, il transmet au Maître d'Ouvrage les projets d'acomptes correspondants. Le délai de vérification est fixé à dix (10) jours.
- Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à un millième ($1/1000^{\text{ème}}$) du montant de l'acompte de travaux correspondant.
- 7-5 :** A l'issue des travaux, le Maître d'Œuvre vérifie que le projet de décompte final du marché de travaux dans un délai décompté à partir de la réception du projet de décompte remis par l'entrepreneur ou envoyé par lettre recommandée dans les conditions indiquées au 7-4 ci-dessus.
- Dans le silence de l'Acte d'Engagement, ce délai est fixé à trente cinq (35) jours. En cas de retard dans l'établissement de ces décomptes généraux, le Maître d'Œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à un millième ($1/1000^{\text{ème}}$) du montant du décompte général correspondant.
- 7-6 :** si le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage les projets de décomptes mentionnés au 7-4 et 7-5 ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître d'Ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître d'Ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'Œuvre défaillant.

ARTICLE 8 : ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE :

Tranche ferme :

La mission de Maîtrise d'Œuvre pour la tranche ferme s'achèvera après acceptation de l'avant projet définitif par le Maître d'Ouvrage.

Tranche conditionnelle :

Les tâches à accomplir par le Maître d'Œuvre se poursuivent jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement imposée aux entreprises. En conséquence, les procès verbaux d'achèvement de la mission de Maîtrise d'Œuvre pour la tranche conditionnelle seront délivrés à l'expiration de cette garantie.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES COMPTES:

9-1 : Forme des prix :

Les prix du présent marché sont révisables. Le coefficient de révision applicable à chaque acompte mensuel sera calculé de la façon suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 \times (ING/ING0)$$

Cr = Coefficient de révision applicable à l'acompte mensuel.

ING0 = Valeur de l'index ingénierie publié au bulletin officiel pour le mois d'établissement des prix fixé dans l'acte d'engagement.

Pour les éléments APS, APD, PRO et ACT : ING est la valeur prise par l'index d'ingénierie publié au Bulletin Officiel pour le mois de l'achèvement de la prestation effectivement accomplie.

Pour les éléments EXE et/ou VISA, DET, et AOR : ING est la valeur prise par l'index d'ingénierie publié au Bulletin Officiel pour le mois au cours duquel la part de la prestation a été exécutée.

9-2 : Règlement des comptes :

Le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes mensuels calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi par le Maître d'œuvre à partir de l'état mensuel dans les conditions ci-après définies.

Après achèvement de chaque tranche, il sera établi un décompte général fixant le montant total des sommes dues au Maître d'œuvre au titre du présent marché.

9-3 : L'état mensuel :

L'état mensuel, établi par le Maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de sa mission. La fraction de la rémunération initiale de la mission qui doit être réglée à l'achèvement des prestations de chaque élément et indiquée dans l'Acte d'Engagement.

Les prestations incluses dans l'élément DET et le cas échéant dans chacun des autres éléments normalisés si la durée d'exécution est supérieure à trois (3) mois peuvent être

partiellement réglées avant leur achèvement ; l'état mensuel indique le pourcentage qui fixe de façon approximative le degré d'avancement de leur exécution.

L'état mensuel sert de base à l'établissement, par le Maître d'Œuvre, du projet de décompte mensuel, auquel il doit être annexé.

9-4 : Le décompte mensuel :

Le décompte mensuel correspondant au montant des sommes dues au Maître d'Œuvre depuis le début du marché à l'expiration du mois correspondant. Il est établi à partir de l'état mensuel en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant de la fraction de chaque forfait à régler, compte tenu des prestations effectuées,
- Les pénalités appliquées,
- Le Maître d'œuvre envoie au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en tête comportant les éléments suivants :
 - a) La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Maître d'Ouvrage),
 - b) Les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux,
 - c) L'objet succinct du marché,
 - d) La période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande du paiement.

Dès qu'il en est en sa possession de l'avis de réception ou du récépissé, le Maître d'Œuvre adresse au comptable assignataire de la dépense un double de la demande de paiement comportant la mention de la date de réception du projet de décompte par le maître d'Ouvrage, portée sur l'avis ou le récépissé.

9-5 : L'acompte mensuel :

L'acompte mensuel du mois « m » est la différence entre les décomptes mensuels du mois « m » et du mois précédent « m-l ».

Le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du Maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte doit intervenir **TRENTE (30) JOURS** au plus tard après la réception du projet de décompte par le Maître d'Ouvrage.

9-6 : Le décompte général et définitif :

Le projet de décompte général, établi par le Maître d'Œuvre est la somme des acomptes mensuels. Il est remis au Maître d'Ouvrage dans le délai de **SOIXANTE (60) JOURS** à compter de l'achèvement de la mission. Le projet de décompte général accepté ou rectifié par le Maître d'Ouvrage devient alors le décompte général et définitif.

Le décompte général et définitif, établi et signé par l'autorité compétente est :

- Soit le décompte général revêtu de la signature sans réserve du Maître d'œuvre puis de l'autorité compétente,
- Soit le décompte général accru du montant de l'éventuelle indemnité accordée au Maître d'œuvre à la suite d'un litige.

Le paiement du solde doit intervenir dans un délai de TRENTE (30) JOURS à compter de la notification par le Maître d'Œuvre.

9-7 : Mandatement :

Un avis de mandatement des acomptes et du solde est adressé au Maître d'Œuvre.

Le défaut de paiement, dans ce délai de **TRENTE (30) JOURS**, fait courir de plein droit et sans autre formalité, les intérêts moratoires calculés et fixés par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances depuis l'expiration dudit délai jusqu'au quinzième (15^{ème}) jour inclus suivant la date de mandatement.

Lorsqu'en application des règles de la comptabilité publique, le comptable assignataire de la dépense suspend le paiement, le Maître d'Ouvrage en informe le Maître d'œuvre.

Le mandatement suivi d'une suspension de paiement est assimilable au défaut de mandatement.

9-8 : Prolongation du délai de mandatement :

Par dérogation aux dispositions des 9-4 et 9-5 ci-dessus, si du fait du Maître d'œuvre, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi, par le Maître d'œuvre, huit (8) jours au moins avant l'expiration du délai du mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postale lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Maître d'œuvre, s'opposent au mandatement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement.

La suspension débute au jour de la réception, par le Maître d'œuvre, de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception, par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale envoyée par le Maître d'œuvre comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le délai laissé à l'ordonnateur pour mandater, à compter de la fin de suspension, ne peut, en aucun cas, être inférieur à **QUINZE (15) JOURS**.

9-9 : Règlement des sous traitants :

Le Maître d'Œuvre vise les factures des sous-traitants et les transmet au Maître d'Ouvrage. Chaque sous-traitant est payé directement, conformément à la répartition des honoraires annexés à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 10 : UTILISATION DES RESULTATS D'ETUDES :

Le prix du présent marché inclut la cession de tous les droits d'exploitation selon l'option A du CCAG-P I- Chapitre IV.

A ce titre, le titulaire est réputé céder les droits d'exploitation dont il est propriétaire sur les études et tous les documents qui s'y rattachent.

S'il apparaît, en cours d'exécution du marché ou ultérieurement, que le titulaire a cédé des droits dont il n'était pas propriétaire, il s'expose à la sanction prévue à l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 11 : ASSURANCES :

Le Maître d'œuvre (et chacun des cotraitants) devra justifier qu'il possède une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt en vertu notamment des dispositions des articles 1795 et 2270 du Code Civil.

Le Maître d'Ouvrage, se réserve le droit de demander au Maître d'œuvre communication des plafonds de garantie par catégorie de risque et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

Le Maître d'œuvre devra présenter au Maître d'Ouvrage la déclaration annuelle à sa compagnie d'assurance des travaux couverts par elle, avec indication des montants ou, à défaut, une attestation de ladite compagnie indiquant que l'opération a bien été prise en charge.

ARTICLE 12 : CLAUSES DIVERSES:

12-1 : En même temps que sera notifiée l'approbation du marché, il sera remis au Maître d'Œuvre une copie de l'original de l'Acte d'Engagement portant la mention « copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou nantissement de créance consenti conformément à la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises ».

12-2 : le Maître d'Œuvre est dispensé de cautionnement, le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché, sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

12-3 : le présent marché peut être résilié soit de plein droit, par décision de l'autorité compétente dans les cas suivant :

- a) En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du Maître d'Œuvre, le marché est résilié de plein droit sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est alors rémunérée avec un abattement de dix pour cent (10%).
- b) Si l'autorité compétente décide la cessation définitive de la mission de Maître d'Œuvre, sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée par ordre de service. Le marché est alors résilié à la date fixée l'ordre de service et la fraction de la mission déjà accomplie est alors rémunérée sans abattement. Le Maître d'Œuvre a en outre le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.
- c) Si l'autorité compétente décide de mettre fin à la mission du Maître d'Œuvre parce que ce dernier se montre incapable de remplir ses obligations contractuelles ou commet des infractions à la protection du secret dans le cas de travaux intéressant la défense, le marché est résilié sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est alors rémunérée avec un abattement au moins égal à dix pour cent (10%).

12-4 : En cas de retard de plus de quatre jours (4) mois dans le règlement d'un acompte mensuel sur la date limite stipulée à l'article 9, le Maître d'Œuvre a le droit

d'interrompre les études à condition d'en aviser l'autorité compétente par lettre recommandée un (1) mis au moins à l'avance avant l'interruption définitive.

Les délais d'exécution sont alors automatiquement prolongés du nombre de jours de calendrier compris entre la date de renvoi de la lettre recommandée ci-dessus et la date de mandatement.

12-5 : La reproduction (au-delà de 3) et l'expédition des dossiers de consultation des entrepreneurs sont confiées au Maître d'Ouvrage.

Par contre, le Maître d'œuvre, dans le cadre de l'élément de mission ACT doit la constitution, la fourniture de trois dossiers de consultation dont un reproductible, pour chaque appel d'offre réalisé.

Le Maître d'œuvre doit, par ailleurs, fournir au Maître d'Ouvrage, l'ensemble des documents et pièces constitutives du dossier de consultation (DCE) sous forme électronique afin de satisfaire aux obligations de dématérialisation défini dans le cadre du décret n° 2009-1086 du 2 septembre 2009 portant sur le Code des Marchés Public.

12-6 : Pour tout ce qui n'est pas contraire au présent document, le Maître d'Œuvre est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales – prestation Intellectuelles (CCAG-PI).

Le Maître d'Ouvrage,
Le

Le Maître d'œuvre,
Le